

ON S'ABONNE ?

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS ET ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
— Le numéro, 15 centimes.

DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
— Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne.
Chez MM. Fauchey, Lafitte et C^e
Place de la Bourse, 8
ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 1
Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE
QUATRE HEURES

3 0/0	80 05
3 0/0 amortiss.	81 75
4 1/2 0/0 1883	108 20
Cons. anglais	100 1/2
Italie	96 25
Flor. autric. (or)	87 1/2
Esp. Extér. nouv.	57 1/2
Egyptien 6 0/0	323 75
Ch. Egyptiens	436 25
Turc 4 0/0 (nouv.)	14 40
Banque ottomane	505 »

NOTRE NOUVEAU ROMAN

Le 25 novembre courant, nous commencerons la publication d'un nouveau feuilleton, grand roman judiciaire d'un très puissant intérêt dramatique, reposant sur un fait historique qui s'est produit dans l'un de nos départements de l'Ouest :

LE GARS PERRIER

écrit spécialement pour LA PATRIE

PAR

M. ROBERT DE LA VILLEHERVÉ

Cette œuvre nouvelle, d'un de nos jeunes écrivains de grand avenir, est divisée en trois parties :

- 1° La Ferme de Belgeard;
- 2° La Forêt de Bourgon;
- 3° A Mayenne.

PARIS, 21 NOVEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

AU PALAIS-BOURBON

Le projet de loi sur les crédits du Tong-King doit toujours être déposé au cours de la séance.

La discussion ne saurait s'engager à fond aujourd'hui, mais il est possible qu'on demande la lecture de l'exposé des motifs, et qu'un incident surgisse à cette occasion.

On parle aussi de la possibilité d'une demande d'interpellation.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Présidence de M. Floquet

M. le président annonce qu'il a reçu une lettre par laquelle M. le comte de Lariboisière se démet du mandat de député.

M. le président annonce que M. René Brice demande à interpellar les ministres de la guerre et de la marine sur les acquisitions de bleds étrangers faites par leurs départements respectifs.

M. Cavaignac, sous-secrétaire d'Etat de la guerre, demande le renvoi de la discussion à jeudi.

La discussion est renvoyée à jeudi.

M. Laguerre présente le rapport sur l'élection du Lot et conclut à la validation. (Adopté.)

L'ordre du jour appelle l'élection du Tarn-et-Garonne.

M. Salis combat les conclusions du rapport qui tendent à la validation.

(La séance continue.)

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis ce matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Jules Grévy.

Ils ont approuvé le texte du dispositif et de l'exposé des motifs du projet de loi qui va être déposé aujourd'hui, par le gouvernement, sur le bureau de la Chambre des députés.

Ce projet, qui est contesté par les ministres de la guerre, de la marine et des finances, tend à reporter sur l'exercice 1886 une somme de 75 millions, prélevée sur le reliquat non employé des crédits votés par la Chambre précédente pour le service du Tong-King.

Ce même projet vise le service de Madagascar.

Par suite des négociations engagées et qui paraissent en bonne voie, le gouvernement n'a jugé utile de demander qu'une provision suffisante pour subvenir aux besoins des trois premiers mois de l'année prochaine.

INTÉRIEUR

Marseille, 21 novembre.

M. Patenôtre, ministre de France en Chine, et le général Frère de l'Isle, ancien commandant en chef du corps expéditionnaire du Tong-King, sont arrivés hier soir, à bord du paquebot Djemnah, venant de Chine.

Toulon, 21 novembre.

Le Vinh-Long, faisant le voyage régulier du Tong-King, vient de quitter Toulon.

Serbes et Bulgares

La légation de Serbie à Paris a reçu le télégramme suivant :

Belgrade, 21 novembre, 9 h. 15 m. — Le combat a continué, du 17 au 19, sur les positions entre le défilé de Dragoman et les hauteurs de Slivnitza.

Après des reconnaissances faites les 17, 18 et 19 par nos troupes, par suite de l'attaque bulgare contre notre aile gauche, les Bulgares ont de nouveau essayé d'attaquer notre gauche et auraient réussi, à un moment donné, à refouler notre aile gauche; mais, par suite de l'attaque énergique de notre droite, les Bulgares se sont repliés et ont été repoussés de leurs positions avancées.

Nos pertes sont sensibles, celles des Bulgares sont énormes.

Les armées belligérantes ont conservé leurs positions primitives.

Hier, pas de combat.

Saint-Petersbourg, 21 novembre.

Le Journal de Saint-Petersbourg, après avoir constaté que si le roi Milan tient à arriver à Sofia, il paiera son succès plus cher qu'il ne pensait, émet l'avis que c'est aux puissances qu'incombe le droit d'assurer le respect des traités par les peuples des Balkans, comme le déclare l'empereur d'Allemagne dans le discours du trône.

D'ailleurs, ajoute le Journal de Saint-Petersbourg, après la résolution du prince Alexandre d'évacuer la Roumélie, la continuation de la campagne serbe manque de raison d'être.

INFORMATIONS

Il est aujourd'hui certain que M. Cogordan, notre nouveau chargé d'affaires dans le Céleste Empire, a été assez froidement accueilli, tant à Pékin qu'à Tien-Tsin.

Les autorités chinoises trouvaient moins bizarre que l'on ait brusquement remplacé tout le personnel diplomatique et consulaire en Chine, juste au moment où les négociations allaient s'ouvrir pour la conclusion d'un traité de commerce.

Les nouveaux agents français sont pour les mandarins des inconnus et ils ont tout un apprentissage à faire pour ne pas blesser les susceptibilités des hauts fonctionnaires chinois.

Sans être pessimiste, nous devons constater que les négociations s'ouvrent sous d'assez tristes auspices.

Le général de Courcy, commandant en chef au Tong-King, vient d'être autorisé à consacrer une somme de 400,000 francs aux travaux d'amélioration du Fleuve-Rouge.

Ces travaux, qui seront effectués sur la rive droite, comprendront des terrassements sur divers points ainsi que la construction de quais aux abords d'Hanoi.

Nous croyons savoir que l'établissement d'un port à Hong-Ay a également été décidé.

M. Campan, chancelier, a été chargé d'exercer par intérim les fonctions de consul et de commissaire du gouvernement français à Madagascar.

Cet agent, qui connaît le pays, se trouve actuellement auprès de l'amiral Miot.

M. Campan cessera ses fonctions aussitôt l'arrivée à Madagascar de M. le comte de Ségur, le nouveau titulaire du consulat de Tananarive, qui est actuellement en route pour gagner son poste.

Entre Présidents

L'antagonisme qui s'est déclaré entre le président de la République et le président du conseil persiste, en s'accroissant. On dit maintenant tout haut que c'est M. Grévy qui a eu le premier l'idée d'une proposition d'amnistie, afin de fournir aux radicaux des armes contre M. Brisson, qu'on savait n'être pas favorable au projet.

C'est M. Wilson qui a battu le rappel contre le ministère, c'est-à-dire contre le ministre.

M. Brisson entend faire tête à l'orage, et c'est pour bien affirmer sa résistance, qu'il a fait prendre au ministère la décision que l'on sait.

Comme il n'est pas d'usage que le conseil arrête une décision sans avoir pris au préalable l'avis du président de la République, on se demanderait à l'Élysée si M. Brisson a voulu porter un défi.

Cet état de choses n'est pas édifiant, et n'est-il pas curieux de voir jusqu'à quel point la division règne dans le sein même du gouvernement, comme dans les rangs des républicains ?

CHINOISERIES

Les républicains continuent de discuter sur la question de savoir comment et par qui sera convoqué le Congrès pour l'élection du président de la République.

Pour ce qui est de la date, ils ne s'en préoccupent plus, M. Brisson ayant dit qu'il y songerait après la discussion des crédits du Tong-King.

Mais c'est la manière de procéder qui les inquiète, c'est la question de forme — de forme — qui les trouble.

— Voilà donc tout occupés à lire et à relire l'article 3 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, et à se demander en se prenant la tête à deux mains : « Qu'est-ce que le législateur a donc voulu dire ? »

Le législateur ? mais il n'a rien voulu dire du tout !

« C'était M. Jules Ferry, le législateur », dit M. Grévy.

M. Clémenceau, M. Brissson, M. Grévy, ils sont là encore pour expliquer leur pensée de 1875, si tant est qu'ils aient une autre pensée, à cette époque, que d'envelopper au plus vite la République nouvellement née dans la première Constitution venue.

Comme ils n'ont pas parlé de la ma-

nière de s'y prendre pour convoquer les deux Chambres en Congrès, c'est donc cette lacune qui met à l'envers tout notre pauvre monde républicain.

Il y a matière à dispute : vous pensez bien que ces messieurs ne pouvaient pas manquer d'en profiter.

Est-ce le ministère, est-ce le président du Sénat qui fixera la date de la convocation ? Le ministère réclame pour lui le droit de devancer les délais légaux, si, toutefois, il le juge à propos, et il laisse le reste au président du Sénat, c'est-à-dire qu'il ne lui laisse absolument rien.

Là-dessus, un bon docteur républicain est pris d'inquiétude : — Prenons garde, dit-il, ne créons pas de précédent, qui sait où cela conduirait la République ?

Il est positif qu'une République, qui s'enchevêtre dans de telles chinoïseries, ne paraît pas capable d'aller bien loin.

LETRE D'UN INTRANSIGEANT

La lettre qu'on va lire nous est adressée par un homme politique qui a toujours servi avec un grand éclat et une remarquable sagacité la cause de l'Empire.

Nous nous empressons de publier cette lettre, parce que la question de principe qui y est traitée est une de celles en effet qui, depuis quelque temps, préoccupent le plus justement l'opinion.

Aussi, ouvrons-nous sans hésiter les colonnes de la Patrie à notre honorable correspondant, auquel nous osons volontiers la plume, si une polémique s'engage sur l'important sujet qu'il aborde avec netteté, et qui ne peut que gagner à être discuté et approfondi.

*** (Côtes-du-Nord).

Monsieur le Directeur,

J'ai approuvé l'union conservatrice ; j'ai combattu pour elle dans ma modeste sphère et je souhaite qu'elle se maintienne le plus longtemps possible ; mais je suis impérialiste et j'entends le rester.

Bien que dans la société que je fréquente, dans le cercle où je passe, chaque jour, de longues heures, mon opinion soit en minorité, on me laisse volontiers la défense. Depuis qu'a paru dans le *Matin* l'article de M. de Cassagnac, intitulé : *La Droite*, je remarque qu'on m'accuse d'être un de ces « bonapartistes intransigeants », auxquels l'éloquent député du Gers reprochait de faire passer « la dynastie avant le pays », de vouloir « laisser périr la France plutôt que de sacrifier leurs préférences ». On me blâme de ne pas être un solutionniste, c'est-à-dire un patriote désintéressé, n'ayant qu'un objectif : « sortir à tout prix et le plus vite possible de ce régime de sang et de boue » ; n'ayant qu'une politique, « celle qui a présidé aux dernières élections : le salut de la France ».

Co reproche m'est très sensible ; j'ai conscience de ne pas le mériter ; je veux m'en défendre ; et, comme beaucoup d'impérialistes, animés des mêmes sentiments que moi, sont sans doute, en ce moment, l'objet de mêmes accusations, je vous demande la permission de justifier leur attitude en justifiant la mienne par la voie de votre journal ouvert à tous les partisans de l'Empire.

Non, monsieur, je ne suis pas un mauvais citoyen, dominé par une arrière-pensée d'ambition personnelle ou par une affection exclusive. Je n'ai jamais adressé la parole au Prince Victor-Napoléon ; je ne l'ai jamais vu. La préférence que j'ai pour la cause qu'il représente m'est inspirée par des motifs purement politiques ; et il y a, dans le pays, des millions d'électeurs qui désirent comme moi le rétablissement du régime impérial sans en espérer la moindre faveur.

J'ai la prétention d'être aussi patriote que quiconque ; et c'est précisément par patriotisme que je suis peu disposé à abandonner mon drapeau.

En relisant l'autre jour les *Maximes* de Chamfort, j'ai remarqué la suivante : « On fait quelquefois dans le monde un raisonnement bien étrange. On dit à un homme, en voulant le réconforter : « C'est votre ami. » Eh ! morbleu ! c'est mon ami parce qu'il est tel que je le veux. Vous prenez la cause pour l'effet et l'effet pour la cause. Pourquoi supposiez-vous que j'en dis du bien parce qu'il est mon ami, et pourquoi ne supposez-vous pas plutôt qu'il est mon ami parce qu'il y a du bien à en dire ? »

Ceux qui me traitent d'intransigeant font un raisonnement du même genre. Ils croient que je mets le parti impérialiste au-dessus des autres et que je désire particulièrement son succès, parce que c'est le mien. Ils devraient penser que c'est mon parti, parce que je le considère comme le meilleur, comme celui qui répond le mieux aux sympathies, aux aspirations, aux besoins du pays, comme celui qui serait le plus capable de nous rendre la force, la grandeur, la prospérité perdues. En me déclarant prêt à accepter, avec un égal empressement, la solution quelconque qui se présentera la première, ce n'est pas mes « préférences » que je sacrifierais ; ce sont mes convictions, très fermes et très raisonnables. Le sultan est résolu à défendre à outrance contre toute agression cette province, qui est sous la souveraineté directe de la Porte et qu'il considère comme partie intégrante de l'empire ottoman.

La défense en serait, du reste, facile. Le littoral ne présente aucun port de débarquement ; les eaux, fort peu profondes, empêchent les vaisseaux de gros tonnage d'approcher des côtes, et, pour jeter un corps d'armée de quelque importance sur ce rivage peu hospitalier, il faudrait n'employer que des embarcations légères que les batteries turques détruiraient facilement.

Pour se débarrasser de la République, il ne suffit pas de la renverser : il faut la remplacer par un gouvernement durable et fécond. Il ne suffit pas de substituer un trône au fauteuil de M. Grévy ; il faut que ce trône soit solidement assis.

C'est précisément parce que le salut de la France est mon unique objectif, c'est précisément parce que ce salut exige, selon moi, un certain ensemble d'institutions que je considère comme un devoir d'honnête homme et de bon citoyen de lutter, sans défaillances, pour le rétablissement de ces institutions.

Si je me laissais guider par mon intérêt personnel, je n'aurais qu'à attendre les événements, faisant des vœux électoriques pour les deux prétendants, promettant mon concours à celui des deux qui pourra le premier l'utiliser. En mettant le pied dans un autre camp que celui où j'ai servi jusqu'à ce jour, je n'aurais nulle crainte d'y être mal reçu, car dans tous les partis les ouvriers de la onzième heure sont mieux accueillis et mieux traités que ceux de la première.

Mais, encore une fois, monsieur, je ne suis pas impérialiste parce que j'ai envie d'être préfet, receveur général ou candidat officiel ; je suis impérialiste parce que je suis convaincu que la France a besoin d'un gouvernement autoritaire ; — convaincu qu'un gouvernement autoritaire doit avoir une base démocratique, être l'émanation directe de la volonté nationale ; — convaincu que la volonté nationale, librement consultée, acclamerait encore un Bonaparte ; — convaincu que, malgré tout ce qu'on a pu faire et dire pour ruiner son prestige, le nom de Napoléon est le seul qui puisse faire vibrer le cœur du peuple, arracher à la République les masses qui s'y sont fourvoyées et tirer des entrailles mêmes du pays la source d'une autorité indépendante et forte.

Qu'un parlementaire endure, tenant, malgré tant d'expériences concluantes, pour le gouvernement de la tribune et la prépondérance politique des classes moyennes, ne souhaite pas avec ardeur l'avènement de M. le comte de Paris, qu'il fit prêt à accueillir avec une égale faveur la restauration de la dynastie napoléonienne, j'aurais peine à le comprendre : il me semblerait non moins étrange de voir les partisans de la souveraineté nationale et des institutions autoritaires se prêter avec une complète indifférence à l'une ou l'autre de ces deux solutions.

Chaque dynastie, en effet, a ses traditions, son tempérament, ses instincts, qu'elle ne peut violenter impunément. L'Empire constitutionnel de 1815, l'Empire libéral de 1870 ne furent pas compris du peuple ; la « royauté impériale » que préconisent certains publicistes ne le serait pas davantage. Je crois M. le comte de Paris trop avisé pour se faire à cet égard la moindre illusion.

Suis-je dans l'erreur ? Le fils de Louis-Philippe serait-il disposé à gouverner comme Napoléon III ? Serait-il disposé à puiser dans un plébiscite le droit d'exercer son autorité souveraine, sans subir la tutelle d'une majorité parlementaire et d'un cabinet responsable ? Le plébiscite lui serait-il favorable ? Le peuple, consulté, répudierait-il les Bonapartes pour acclamer les d'Orléans ?

Alors, mais alors seulement, je me croirais autorisé par ma conscience et mon patriotisme à déposer les armes. Tous les impérialistes se soumettraient comme moi au verdict de la souveraineté nationale, qui est pour eux la loi suprême. Ils l'ont toujours promis. Dès 1871, Napoléon III, leur chef, en prenait pour eux l'engagement formel.

Et, à y bien regarder, n'est-ce pas, au fond, la pensée même de M. de Cassagnac ? Dans un passage — dont on n'a pas assez tenu compte — de son fameux article du *Matin*, comment définissait-il le solutionnisme ? « C'est, disait-il, un homme disposé patriotiquement à favoriser la première solution qui pourra libérer le pays de la République, et que la nation, rendue à elle-même, désignerait dans sa pleine indépendance. »

Si ces derniers mots visent, comme on doit le croire, la consultation plébiscitaire, l'interrogation directe du pays, je suis solutionniste, monsieur ; tous les impérialistes le sont comme moi, et il n'y a pas parmi nous un seul intransigeant.

Veuillez agréer, monsieur le directeur, etc.,

UN ANCIEN CONSEILLER GÉNÉRAL.

On a dû se demander ce que signifiaient les envois considérables de troupes turques dans la Tripolitaine dont on parlait depuis quelques jours les journaux anglais.

Ces mesures de précaution, de la part de la Porte, sont justifiées par la concentration des troupes italiennes en Sicile et dans le sud de la Péninsule italique.

Chaque fois que la question d'Orient se trouve posée, l'Italie se prépare, en vue des éventualités qui pourraient lui permettre de s'emparer de la Régence de Tripoli. Le sultan est résolu à défendre à outrance contre toute agression cette province, qui est sous la souveraineté directe de la Porte et qu'il considère comme partie intégrante de l'empire ottoman.

EN ORIENT

Le succès des Bulgares à Slivnitza se confirme, les Serbes ont avoué leur défaite et le roi Milan vient d'appeler sous les drapeaux le deuxième ban de la réserve. Néanmoins, comme cet échec des troupes serbes n'a nullement le caractère d'un désastre, une nouvelle bataille est imminente. C'est le sort de Sofia qui est en jeu ; aussi la lutte sera-t-elle très vive, car nous devons cette justice aux deux armées belligérantes qu'elles se battent avec un grand courage. Malheureusement les Serbes viennent de fournir des arguments à ceux qui, comme nous, les considèrent comme des peuplades à peine civilisées et n'ayant aucun droit, par conséquent, de prendre ce ton d'insupportable jactance dont ils sont coutumiers. Des ambulances bulgares ont été attaquées par un détachement des troupes du roi Milan et les blessés ont été égorgés.

Si pareil crime avait été commis par des bachi-bouzouks, l'Europe entière aurait poussé des cris d'indignation ; la sensible Angleterre et le turcophile M. Gladstone auraient demandé que les Turcs, *bag and baggage*, fussent expulsés du continent européen et mis au ban des nations !

C'est cette certitude de trouver, chez les grandes puissances, deux poids et deux mesures, selon qu'il s'agit des chrétiens ou des musulmans de la péninsule des Balkans, qui oblige la diplomatie turque à être d'une prudence extrême et à être pour beaucoup dans l'attitude expectante adoptée dernièrement par les ministres du sultan.

Etant donnée la superbe organisation de l'armée ottomane et l'incontestable faiblesse des armées serbes, bulgares et grecques, rien n'eût été plus facile aux Turcs que de marcher sur Athènes et de s'y réinstaller, tandis que, d'autre part, ils auraient repris Sofia et Belgrade. Mais l'œuvre des soixante dernières années détruite en quelques jours, l'Europe aurait-elle toléré que le sultan bénéficiât de sa victoire ?

Il n'y a aucun doute à cet égard. Donc, beaucoup de sang répandu, beaucoup d'argent dépensé, et une nouvelle humiliation : voilà tout ce que la Turquie aurait gagné à une action militaire. Elle a préféré organiser la résistance et demeurer sur la défensive. Les Serbes et les Bulgares s'égorgent : c'est à l'Europe, dont ils sont les enfants gâtés ; c'est à la Russie et à l'Autriche, dont ils sont les pupilles, à leur faire entendre raison par les voies diplomatiques.

Il ne serait pas impossible, du reste, que les choses vinssent promptement à s'arranger. — Le prince Alexandre ayant fait sa soumission et ayant relâché de Roumélie les troupes bulgares, ne peut plus être considéré par le roi Milan comme un voisin dangereux dont l'agrandissement rompt l'équilibre établi par le traité de Berlin.

Le roi de Serbie n'a donc plus aucun prétexte pour attaquer le prince de Bulgarie. Selon toutes probabilités, la prochaine bataille qui sera livrée, si elle ne se livre en ce moment, amènera donc la signature d'un armistice — que l'engagement ne donne pas de résultat décisif ou qu'il conduise à l'occupation de Sofia.

Dans le premier cas, il serait bien prouvé que les deux ennemis étant de force égale, la lutte peut s'éterniser ; dans le second cas, la prise de sa capitale désorganiserait la défense de la Bulgarie. Les hostilités suspendues, on verrait, s'il y a lieu, à une rectification de frontières entre les Serbes et les Bulgares, et s'il est opportun d'apporter quelques modifications au statut organique de la Roumélie. Une simple réunion des ambassadeurs des puissances accréditées auprès du sultan suffirait à cette besogne, et une fois de plus la question d'Orient serait résolue... pour quelque temps au moins !

UNE ERREUR

On n'a pas oublié la décision scandaleuse prise par le ministre de la guerre relativement à la pension de la veuve du lieutenant-colonel Chapuis. Sous prétexte que le lieutenant-colonel était mort d'une insolation et non d'une blessure devant l'ennemi, le ministre, malgré de vives réclamations, n'avait accordé à la veuve qu'une pension dérisoire de 1,667 francs.

Les journaux conservateurs avaient protesté ; mais c'était peut-être une raison de plus pour que le gouvernement ne fit pas droit aux plaintes de la veuve.

Lasse de ces fins de non recevoir, Mme Chapuis s'est pourvue devant le conseil d'Etat. Alors le ministre de la guerre s'est ému : il vient de faire savoir à la malheureuse veuve qu'il y avait eu erreur ; qu'en effet, elle avait droit à la pension entière, attendu que c'était en conduisant une colonne à l'assaut des positions de Kep que le colonel Chapuis avait été frappé d'une insolation.

Ainsi il a fallu des mois pour que le gouvernement se décidât à reconnaître qu'il s'était trompé, alors qu'il s'agissait de rendre justice à la veuve d'un soldat mort pour la patrie ! Erreur, dites vous ; nous disons, nous ! mauvais vouloir, et voici pourquoi.

Le rapport du général en chef sur les pertes subies par nos troupes ne se con-

tente pas, quand il s'agit d'un officier supérieur, de constater la mort ; il en indique les circonstances, et le général de Négrier n'a pas pu omettre de dire que le lieutenant-colonel Chapuis était mort en conduisant une colonne à l'assaut.

Les pièces étaient au ministère, et de deux choses l'une : ou l'on a agi sans les avoir lues ; ou l'on a agi après les avoir lues. Dans le premier cas, il y a eu incurie ; dans le second, malveillance.

Ah ! s'il avait été question de doter la veuve d'un commandeur, de pensionner une soi-disant victime du Deux-Décembre, de donner une compensation à un opportuniste blackboulé par le suffrage universel, le gouvernement n'aurait pas perdu une heure ; les intéressés auraient été pourvus sans retard ; mais la veuve d'un officier : on se moque d'elle !

Il est vrai que le lieutenant-colonel Chapuis était un conservateur.

AVIS AUX CONTRIBUABLES

Il résulte des documents insérés au *Journal officiel* des 17 et 18 novembre que :

	Fr.	c.
Le déficit de l'exercice 1883 est de	85.614.268	55
Le déficit de l'exercice 1884 de	159.064.347	20
Et le déficit de l'exercice 1885, à l'heure présente, de	284.846.408	29

Total..... 539.525.024 04

C'est donc pour ces trois exercices un déficit reconnu et avoué par le gouvernement de plus de cinq cent vingt neuf millions.

Ce déficit, ainsi que le constate la Déclaration lue aux Chambres par les ministres de la République, le 16 novembre dernier, ne saurait être couvert que par de nouveaux impôts venant s'ajouter

aux trois milliards que paie déjà à annuellement le pays.

On est sombre au ministère. Les perspectives commencent à redouter l'issue du débat provoqué par le gouvernement et regrettent de s'être engagés aussi avant, et d'avoir trouvé que M. Brisson est allé bien vite en besogne.

Plusieurs voudraient bien se dégager, mais il paraît que les mesures sont bien prises pour que suivant le conseil du *XIX^e Siècle*, si M. Brisson tombe, il ait la consolation de ne pas tomber seul.

C'est dans ce but que le président du conseil aurait choisi la question coloniale pour livrer la bataille. M. de Freycinet ne pourra plus se dérober ; si il défait il y a, le ministère des affaires étrangères y sera compris.

ÉCHOS

Des bruits fâcheux sur la santé du roi Alphonse ayant circulé hier, nous sommes allés aux informations à l'ambassade d'Espagne, où l'on s'est montré fort surpris de ces bruits.

Non seulement on n'a reçu de Madrid, à l'hôtel de la rue Saint-Dominique, aucune fausse nouvelle, mais encore les dernières correspondances d'Espagne parlent du complet rétablissement du roi comme étant très prochain.

C'était hier le trente-quatrième anniversaire de la naissance de S. M. la reine d'Italie, et à cette occasion, une grande fête de famille, qui réunissait LL. AA. RR. la duchesse de Gênes, mère de la reine, la princesse Clotilde et tous les princes de la maison royale, a eu lieu au château de Monza.

Nous avons le regret d'apprendre la mort de M. Hamille, sénateur du Pas-de-Calais, décédé hier à Douai, à neuf heures du soir.

M. Hamille était né à Montreuil-sur-Mer le 3 septembre 1812, il étudia le droit et s'inscrivit au barreau de Douai. R. tré dans l'administration des cultes en 1845, il y devint chef de division et directeur. Il prit sa retraite le 5 septembre 1870 ; aux élections du 8 février 1871, il fut élu représentant du Pas-de-Calais à l'Assemblée nationale. Il fit partie du groupe de l'Appel au Peuple. Réélu sans concurrent, le 20 février 1876, dans l'arrondissement de Montreuil. Après la dissolution qui accompagna l'acte du 16 mai 1877, M. Hamille fut réélu le 14 octobre suivant avec une majorité de 7,000 voix sur le candidat républicain.

M. Hamille, qui siégeait au Sénat depuis quelque temps, était aussi président du conseil général du Pas-de-Calais, commandeur de la Légion d'honneur.

Les conservateurs de la Gironde viennent de perdre l'un des meilleurs champions de la bonne cause.

M. Théodore Icard, ancien conseiller général du canton de Sauveterre, a succombé à une longue et douloureuse maladie.

Depuis trois ans environ, l'état de sa santé l'avait contraint à abandonner la vie publique ; mais il était demeuré le chef respecté et toujours écouté du parti conservateur dans le canton qu'il avait si longtemps représenté au conseil d'arrondissement et au conseil général.

Icard donna le rare exemple d'une fidélité qui n'était assurément pas exemple de pitié.

Le premier il releva le drapeau bonapartiste dans son canton et présenta hardiment la candidature de M. Forcade de la Roquette.

M. Théodore Icard avait été président du conseil d'arrondissement, maire de Sauveterre, conseiller général.

Sa mort est une perte douloureuse pour le parti conservateur.

M. le baron de Coriolis est décédé mardi, en son château de l'Islembert, près Olivet, dans le Loiret. Le défunt, ex-capitaine de cavalerie, chevalier de la Légion d'honneur et de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, appartenait à la grande famille des Coriolis qui a donné des illustrations au parti de l'ordre et à la patrie.

On se souvient encore de la mort glorieuse, sur le champ de bataille, en 1871, en face de l'ennemi, du marquis de Coriolis.

L'homme de bien qui vient de s'éteindre était le bienfaiteur de la charmante ville d'Olivet, et les indigents du pays ressentiront vivement sa perte.

M. Arthur Ranc vient d'avoir la douleur de perdre son père, M. Odilon Ranc, ancien avoué à Poitiers et ex-juge de paix de la Villevieille (Vienne), décédé à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Le père de l'ancien député de Paris était un homme des plus honorables, dont la mort causera les plus vifs regrets à tous ceux qui l'ont connu.

Il laisse une veuve, femme d'une intelligence remarquable, que ce nouveau malheur frappe d'autant plus cruellement qu'elle a déjà eu la douleur de perdre, il y a plusieurs années, M. Adrien Ranc, son fils aîné.

Des témoignages de vive sympathie seront, nous n'en doutons pas, adressés à Mme Odilon Ranc par ses nombreux amis.

Les obsèques auront lieu, demain dimanche, à dix heures.

On se réunira à la maison mortuaire, 51, rue Rodier. L'inhumation aura lieu au Père-Lachaise.

Une dépêche de Nice nous apprend que le général Sabals, ancien chef carliste, vient de mourir dans cette ville.

Il avait épousé une Nigéole.

Les sœurs de la Congrégation de Sainte-Marie, qui ont reçu, comme nous l'avons dit, l'ordre d'évacuer l'hôpital Cochon, vont demander aujourd'hui un sursis au ministère de l'intérieur.

Elles désiraient attendre la fin du procès engagé contre la Ville par les héritiers Cochon. Leur demande est trop légitime pour qu'il n'y soit pas fait droit.

Plusieurs journaux annonçaient, il y a quelques jours, que S. A. R. le comte de Bari s'était fracturé la clavicule en tombant de cheval.

C'est accident a été très exagéré par nos confrères, et, Dieu merci ! il n'a pas eu les conséquences qu'on lui prête.

Le frère du roi de Naples a effectivement fait une chute de cheval qui l'a forcé à passer quelques jours dans sa chambre ; mais il est inexact qu'il se soit fracturé la clavicule.

L'assemblée générale annuelle de l'Association des Dames françaises a eu lieu hier, à quatre heures et demie, à l'hôtel Continental, sous la présidence de Mme la comtesse Fouchet de Careil, assistée du docteur Duchaussoy, secrétaire et fondateur de l'Association.

Après une allocution d'ouverture par Mme Fouchet de Careil, différents rapports sur M. le docteur D. chaussoy, par Mmes Leymarie, Charpentier, etc., et le docteur Teissier. Puis on a distribué les récompenses.

Une première médaille a été votée par le conseil à Mme la comtesse Fouchet de Careil et une autre à la trésorière du comité de Marseille, Mme Trobas.

Une première distinction a été donnée à Mme Leyendeker, qui a eu un diplôme d'ambulancier et une croix d'honneur. Cinq diplômes de gardes-malades ont été accordés à Mmes Schütz, Bessel, Goursol, Meyer et Richardson.

Deux brevets d'officier d'Académie ont été remis à M. le docteur Martel et au pharmacien Jolly.

Nous apprenons qu'un député opportuniste de la Seine, qui fut un déterminé révolutionnaire vers la fin de l'Empire, est sujet depuis quelques jours à des troubles cérébraux fort graves. Ses amis craignent pour sa raison.

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 21 NOVEMBRE

En France, le temps est à la pluie sur le littoral ouest et dans toute la moitié sud ; la température va rester voisine de la normale.

A Paris, hier, le temps a été assez beau.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent des régions E. faible ; mer peu agitée.

Océan. — Vent des régions E. faible ; mer peu agitée.

Méditerranée. — Vent des régions E. faible ; mer peu agitée.

Aujourd'hui, 21 novembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin... 2 5/8
A onze heures du matin... 7 3/8
A deux heures du soir... 8 3/8
Température la plus basse de la nuit... 2 3/8
Le baromètre est à 756 millimètres 5.

ECHOS PARLEMENTAIRES

La commission du Sénat relative à la loi sur le recrutement de l'armée s'est constituée en nommant président le maréchal Canrobert, vice-présidents MM. Humbert et le général Farre, secrétaires MM. le général Delfès et de Verninac.

Chaque commissaire a ensuite rendu compte des discussions qui se sont produites dans son bureau. Un seul commissaire, M. de Verninac, est absolument favorable au projet. Tous les autres y sont hostiles

ou demandent de profondes modifications. La commission s'est ajournée à mardi.

Le cinquième bureau de la Chambre vient de repousser la demande de M. Lafont tendant à surseoir à la validation de l'élection de la Haute-Loire, jusqu'à ce que le ministre de l'intérieur ait fourni des pièces qui manqueraient au dossier.

La sous-commission du cinquième bureau a résolu de proposer l'invalidation de l'élection des Landes.

Les « nouveaux députés » républicains, ont voulu avoir aussi une réunion plénière. Il se sont en conséquence réunis hier, au nombre de cent environ, sous la présidence de leur doyen d'âge, M. Colfavru. Mais ils ont trouvé probablement que tout ce qu'ils ont dit était peu intéressant, car ils ont décidé de n'en faire aucun compte rendu.

Is ont, d'ailleurs, voté l'ordre du jour suivant :

« Les nouveaux députés présents remercient les organisateurs de la réunion de leur avoir procuré l'occasion de se connaître et d'échanger leurs opinions. Les nouveaux députés décident, en outre, de rester confondus dans les rangs du parti républicain et de s'efforcer de concourir à l'union de toutes les forces. »

Ainsi, les nouveaux députés républicains se sont réunis pour « rester confondus » : c'est un rare programme et bien éloquemment formulé !

Le père de l'ancien député de Paris était un homme des plus honorables, dont la mort causera les plus vifs regrets à tous ceux qui l'ont connu.

Il laisse une veuve, femme d'une intelligence remarquable, que ce nouveau malheur frappe d'autant plus cruellement qu'elle a déjà eu la douleur de perdre, il y a plusieurs années, M. Adrien Ranc, son fils aîné.

Des témoignages de vive sympathie seront, nous n'en doutons pas, adressés à Mme Odilon Ranc par ses nombreux amis.

Les obsèques auront lieu, demain dimanche, à dix heures.

On se réunira à la maison mortuaire, 51, rue Rodier. L'inhumation aura lieu au Père-Lachaise.

Une dépêche de Nice nous apprend que le général Sabals, ancien chef carliste, vient de mourir dans cette ville.

Il avait épousé une Nigéole.

Les sœurs de la Congrégation de Sainte-Marie, qui ont reçu, comme nous l'avons dit, l'ordre d'évacuer l'hôpital Cochon, vont demander aujourd'hui un sursis au ministère de l'intérieur.

Elles désiraient attendre la fin du procès engagé contre la Ville par les héritiers Cochon. Leur demande est trop légitime pour qu'il n'y soit pas fait droit.

Plusieurs journaux annonçaient, il y a quelques jours, que S. A. R. le comte de Bari s'était fracturé la clavicule en tombant de cheval.

C'est accident a été très exagéré par nos confrères, et, Dieu merci ! il n'a pas eu les conséquences qu'on lui prête.

Le frère du roi de Naples a effectivement fait une chute de cheval qui l'a forcé à passer quelques jours dans sa chambre ; mais il est inexact qu'il se soit fracturé la clavicule.

L'assemblée générale annuelle de l'Association des Dames françaises a eu lieu hier, à quatre heures et demie, à l'hôtel Continental, sous la présidence de Mme la comtesse Fouchet de Careil, assistée du docteur Duchaussoy, secrétaire et fondateur de l'Association.

Après une allocution d'ouverture par Mme Fouchet de Careil, différents rapports sur M. le docteur D. chaussoy, par Mmes Leymarie, Charpentier, etc., et le docteur Teissier. Puis on a distribué les récompenses.

Une première médaille a été votée par le conseil à Mme la comtesse Fouchet de Careil et une autre à la trésorière du comité de Marseille, Mme Trobas.

Une première distinction a été donnée à Mme Leyendeker, qui a eu un diplôme d'ambulancier et une croix d'honneur. Cinq diplômes de gardes-malades ont été accordés à Mmes Schütz, Bessel, Goursol, Meyer et Richardson.

Deux brevets d'officier d'Académie ont été remis à M. le docteur Martel et au pharmacien Jolly.

Nous apprenons qu'un député opportuniste de la Seine, qui fut un déterminé révolutionnaire vers la fin de l'Empire, est sujet depuis quelques jours à des troubles cérébraux fort graves. Ses amis craignent pour sa raison.

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 21 NOVEMBRE

En France, le temps est à la pluie sur le littoral ouest et dans toute la moitié sud ; la température va rester voisine de la normale.

A Paris, hier, le temps a été assez beau.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent des régions E. faible ; mer peu agitée.

Océan. — Vent des régions E. faible ; mer peu agitée.

Méditerranée. — Vent des régions E. faible ; mer peu agitée.

Personne ne disait mot.

— Comment je fis sa connaissance ? Voilà : c'était en 1839.

Seconde histoire ininterrompue. Dans le compartiment, les uns causent, les autres lisent ; d'autres se moquent ; d'autres, les heureux, dorment. Moi, je suis en face de lui, sous son cold-déshonneur, il ne me lâche pas et ne me fait pas merci du moindre détail. Je dois courir, et j'échoue. Enfin, l'histoire s'est achevée sans encombre. Mais il reprend : « J'étais alors dans la maison Desmonais-Rioussier ; aujourd'hui, je représente Roman-Gardenac et Cie ; voici ma carte : Lamusse, Emile Lamusse. Si vous voulez des huiles absolument pures, pures comme l'œil d'une jolie femme, adressez-vous à moi. Maison de confiance. »

Cependant, nos compagnons de route étaient descendus à différentes stations : j'étais resté seul, sans défense contre le terrible Lamusse, qui usait et abusait de ma misérable situation. Les plaisanteries de café, les blagues de province, les forfanteries de « bel homme », tout cela défilait sur moi, autour de moi, devant, derrière moi, j'en étais inondé, imprégné comme s'il eût pris une burette de son huile et me l'eût jetée sur la tête.

Le pis est que cet animal-là était drôle, de bonne humeur et gai compagnon. Un autre s'en fût peut-être amusé ; moi je ne pouvais pas... je sentais trop derrière ce grossier jeu d'artifice la carcasse qui allait me tomber dessus : c'est-à-dire la commande forcée et obligatoire.

Voilà, en effet, que me présente des prix-courants et ses prospectus : le voilà me formulant la proposition, moitié sérieusement, moitié plaisamment, d'emporter un petit baril d'huile. « Goût de fruit », tout ce qu'il y a de meilleur.

« Du reste, vous allez voir par vous-même ce qu'elle vaut. Avec votre permission, je vais déjeuner. » Et, sans plus de préambule, il tire de sa valise une moitié de poulet et une tranche de pâté ; puis du pain et des poires ; et aussi du vin et encore du cognac ; j'oubliais du sel, du poivre et une petite fiole qu'il me fait admirer : c'est la fameuse huile. Il se confectioie dans une sorte de petite tasse — en argent, ma foi ! — une sauce « aux oignes » pour manger son poulet ; et bon gré mal gré, il me force à y goûter. Vraiment son huile n'est pas plus mauvaise qu'une autre. Elle est un peu rance, il est vrai, mais c'est la fatigue du voyage.

Allons ! il faut m'excuser : tant que je n'aurai pas fait ma commande, je n'aurai pas la paix ; je commande donc ce qu'il veut, et comme il veut. Il tire son carnet, inscrit mon nom et mon adresse avec des hiéroglyphes à la suite ; puis il m'annonce que dans quinze jours au plus tard l'huile sera rendue chez moi. Dans quinze jours ! Chez Potin, avec le téléphone, j'en ai de la bonne dans les quinze minutes et je sais ce que j'achète !

Cependant, mon homme mange avec la conscience du devoir accompli. Malheureusement cette odeur de viande d'huile, de vin, d'eau-de-vie mélangés me tourne bientôt sur le cœur. J'ai toujours détesté le spectacle de ces repas « de sauvages » dont certaines personnes se croient le droit d'imposer la vue repoussante à leurs co-voyageurs. Manger avec ses doigts, boire dans le goulot d'une bouteille, s'essuyer avec du papier ou sa main, ou son mouchoir, c'est donner aux autres un triste spectacle. Eh bien ! ce spectacle dégoûtant n'est rien pour moi, quand il est atteint par les odeurs écœurantes qui proviennent d'un repas fait dans de telles conditions, dans une boîte capiteuse, chauffée par des bouillottes, et dont les glaces sont hermétiquement fermées.

On défend la fumée de tabac qui empoisonne, dit-on, un compartiment ; on défend la plus forte raison d'empêcher le « mangé » qui empoisonne bien plus odieusement. Pourquoi ne pas avoir des plaques avec ces mots : « Compartiment des mangeurs » ?

On empêche les joueurs de bonneteau de se livrer en chemin de fer à leur petit commerce ; on devrait empêcher surtout les commis voyageurs de vous y demander la bourse ou la vie — c'est-à-dire une commande, sous menace de vous ravir la tranquillité à laquelle ont droit tous les citoyens français ou voyage.

Telles étaient les réflexions que je me faisais à part moi, de très méchant humeur, me disant que je n'avais pas eu de chance de tomber sur l'un des derniers spécimens de voyageur de commerce qui existassent et ne demandant ce que pouvaient bien être devenus les autres lorsqu'ils se livraient à leur commerce.

Alors, je compris : tous les commis voyageurs étaient là. Ils s'étaient réfugiés dans les ministères, à la Chambre, dans les préfectures, en un mot, dans les situations officielles, où ils continuaient leur petit commerce. De gré ou de force, ils « plaçaient » aujourd'hui la République au peuple français, tout en mangeant et en buvant le budget sous le nez des contribuables, qui sont, comme moi, écœurés.

Des Gaudissart ! Hélas ! il y en a eu toujours chez nous.

Seulement, ils « font » maintenant dans la politique.

JULES BOURGEOIS.

CHRONIQUE ÉLECTORALE

Un aven

On lit dans une proclamation adressée par M. A. Joré, maire de Saint-Lier, à ses administrés :

« Mon intention était de garder la plus stricte neutralité pendant la période électorale ; s'en suis sorti, c'est pour répondre au désir d'un grand nombre d'entre vous et pour vous engager à rester calmes et à n'attacher aucune importance aux manœuvres d'un parti à l'égard de l'autre. »

« Vive la République ! »

Nous espérons bien que M. Allain-Targé a adressé une lettre de félicitations au citoyen Joré.

LES VENGEANCES PRÉFECTORALES

Le Courrier de l'Artège publie les noms des victimes de M. H. de Malherbe, ancien préfet des Deux-Sèvres, présentement arrêté à Poix. Ont été révoqués jusqu'à ce jour :

MM. Soulié, préposé d'octroi à Poix ; Rouzou, préposé d'octroi à Poix ; Pech, garde-champêtre à Goullet ; Boulo, garde-champêtre à Goullet ; Ruffé, garde-champêtre à Goullet ; Salette, cantonnier à Mijalles ; le maire d'Arçay ; le maire de Gâtillat ; le maire d'Arçay ; le maire de Vayolles ; le maire de Tignes ; l'adjoint au maire de Contrazy. Révoqués, les uns pour avoir, dit-on, montré une attitude hostile au gou-

vernement, les autres sous un prétexte ou conque habilement exploité ou imaginé par M. le préfet, ils sont bien tous, les victimes de la candidature officielle, organisées sans réserve, sans pitié, par le préfet de l'Artège au profit des Sais, des Sentenac et des Lesbaysses.

L'Union de la Sarthe nous apprend que M. Huet, maire de Beaumont-sur-Sarthe, et conseiller d'arrondissement, vient d'être révoqué de ses fonctions de maire. On aurait peine à imaginer sur quel est fondé cet acte inqualifiable d'arbitraire. On reproche à M. le maire de Beaumont d'avoir fait publiquement, à cinq heures et demie du soir, prévenir tous les électeurs, les 4 et 18 octobre dernier, que le scrutin allait fermer et que les retardataires feraient bien de venir voter.

De tout temps, cela s'est fait à Beaumont, et cette mesure libérale profitait à tous les partis. L'indignation est grande dans toute la population, où M. Huet est fort estimé ; le gouvernement se trompe bien s'il croit ramener l'opinion à lui par des semblables violences ; — M. le préfet n'aura réussi qu'à préparer à M. Huet une rentrée triomphale dans un an d'ici.

Le Temps s'effraie des tendances que les radicaux affirment en vue d'un gouvernement marchant toujours à gauche :

« La situation étant telle que nous venons de la décrire, le parti républicain n'a pas le choix entre deux lignes de conduite. Il en est une qui s'impose. Ne faut-il pas rassurer tous les intérêts qui se sont émus, ramener la partie du corps électoral qui fait mine de se retirer ; réconcilier, en un mot, le pays avec le régime sous lequel il a vécu paisiblement pendant quinze années, mais dont les menaces des révolutionnaires pourraient le détacher si jamais, par la faiblesse des modérés, les révolutionnaires devenaient les maîtres ? Ce n'est donc pas en allant de plus en plus à gauche que le cabinet actuel servira son parti : c'est au contraire, en se refusant avec énergie à dépasser certaines limites, aujourd'hui atteintes. »

Le Temps parle d'or peut-être, mais il oublie que le ministère n'est pas libre de faire ce qu'il veut et que, comme Gambetta, il ne peut lui non plus couper sa queue sans péril.

— On lit dans le Français :

« La tristesse est grande parmi les républicains. Ils sont bien obligés de reconnaître que le spectacle qu'ils donnent depuis la rentrée est précisément fait pour leur aliéner définitivement l'opinion. D'autre part, ils se sentent impuissants à y mettre un terme. Trois députés de la gauche sortent hier ensemble du Palais-Bourbon. « Si nous sommes là, dit l'un d'eux, c'est la faute des principes. » — « Soit », dit l'autre, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le troisième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le quatrième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le cinquième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le sixième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le septième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le huitième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le neuvième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le dixième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit l'onzième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le douzième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le treizième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le quatorzième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le quinzième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le seizième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le dix-septième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le dix-huitième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le dix-neuvième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le vingtième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le vingt-et-unième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le vingt-deuxième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le vingt-troisième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le vingt-quatrième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le vingt-cinquième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le vingt-sixième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le vingt-septième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le vingt-huitième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le vingt-neuvième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le trentième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le trente-et-unième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le trente-deuxième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le trente-troisième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le trente-quatrième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le trente-cinquième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le trente-sixième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le trente-septième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le trente-huitième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le trente-neuvième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le quarantième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le quarante-et-unième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le quarante-deuxième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le quarante-troisième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le quarante-quatrième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le quarante-cinquième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le quarante-sixième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le quarante-septième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le quarante-huitième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le quarante-neuvième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le cinquantième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le cinquante-et-unième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le cinquante-deuxième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le cinquante-troisième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le cinquante-quatrième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le cinquante-cinquième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le cinquante-sixième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le cinquante-septième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le cinquante-huitième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le cinquante-neuvième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixantième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-et-unième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-deuxième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-troisième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-quatrième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-cinquième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-sixième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-septième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-huitième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-neuvième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-dixième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-et-unième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-deuxième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-troisième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-quatrième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-cinquième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-sixième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-septième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-huitième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-neuvième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-dixième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-et-unième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-deuxième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-troisième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-quatrième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-cinquième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-sixième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-septième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-huitième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-neuvième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-dixième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-et-unième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-deuxième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-troisième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-quatrième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-cinquième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-sixième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-septième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-huitième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-neuvième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-dixième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-et-unième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-deuxième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-troisième, « mais si nous sommes là, c'est la faute de la République, qui nous a fait perdre le pouvoir. » — « Soit », dit le soixante-quatrième

Arrestation d'une bande. — Le 20 octobre dernier, des malfaiteurs avaient pénétré dans le logement de M. C. marchand de vin rue Cadet, et y avaient volé une somme de 2,000 francs en billets de banque et des bijoux évalués à une somme égale.

Une enquête ouverte sur ce vol avec effraction par M. Tomasi, commissaire de police, a établi que les voleurs devaient être au courant des habitudes de la maison.

Le magistrat ne s'était pas trompé. Un garçon coiffeur sans place, nommé D., demeurant boulevard Rochechouart, était venu trouver, ces jours-ci, M. C., en lui disant qu'il connaissait l'un des voleurs, et qu'il en voulait lui faire connaître.

M. C., fit arrêter cet individu, qui a fini par dire à M. Tomasi que l'auteur principal du vol était un ouvrier cordonnier sans ouvrage, demeurant en garni, faubourg Poissonnière.

L'ouvier cordonnier, nommé S., a été arrêté le soir même et on a trouvé dans sa chambre des objets volés chez le marchand de vin.

S., furieux de se voir dénoncé par D., qui avait touché sa part du vol, a déclaré que celui-ci lui avait montré le plan d'une maison boulevard de la Villette, qu'il devait dévaliser, et le contre-maître de l'usine, les nommés Léon M., demeurant en garni, rue Saint-Denis, et B., dit Lamberton, dit Guyard, actuellement à Mazas pour attaques nocturnes.

S., a remis à M. Tomasi le plan de D., qui est resté confondu en le voyant entre les mains du magistrat.

M. Tomasi s'est rendu hier matin avec les agents de la sûreté rue Saint-Denis et y a arrêté Léon M., ancien camelot, qui a confirmé la déclaration de S., en ajoutant qu'ils avaient tous les quatre participé à l'attaque nocturne d'un passant boulevard de Cligny où B., seul, avait été arrêté.

Tous les quatre ont été envoyés au Dépôt.

Disparition d'un cocher. — Le chef de la sûreté recherche en ce moment un cocher de grande remise que l'on suppose avoir été victime d'un crime. Cet homme, nommé D., qui est marié et père de trois enfants, a toujours eu une conduite fort régulière.

Il y a trois semaines environ, il s'est rendu à Troyes pour y passer quelques jours, et depuis n'a pas eu de ses nouvelles. Les recherches qui ont été faites depuis ce moment ont prouvé qu'il n'avait jamais été dans cette ville, et tout semble démontrer qu'il a été victime d'un gnet-apens.

Surpris dans un tripot. — MM. Auger, officier de paix de la brigade des jeux, et Diers, commissaire de police, ont fait hier une descente de police dans un débit de vins, situé rue Saint-Antoine, 126.

Cet établissement était spécialement fréquenté par des ouvriers. Quoique les enjeux fussent de peu d'importance, les pertes se chiffraient par des centaines de francs.

Plusieurs ouvriers, dupes de filous, ayant porté plainte, la police eut l'œil sur ce tripot clandestin.

Vers onze heures du soir, la fiente était engagée, quand MM. Auger et Diers firent leur entrée dans l'établissement. Les joueurs, surpris de la présence de la police, cherchèrent à fuir, abandonnant à terre couteaux-poinçards, pinces-monsieur, fausses clés, rossignols, coups-de-poing américains, revolvers, etc., et enfin une tasse ciselée avec soucoupe en vermeil qui avait incontestablement été volée par l'un d'eux.

MM. Auger et Diers, qui avaient prévu cette déroute, avaient amené, avec eux, un certain nombre d'agents, qui, au fur et à mesure qu'ils sortaient, appréhendaient les fuyards au collet et les conduisaient au commissariat de police.

Après l'enquête, deux ont été remis en liberté; quatre gardés jusqu'à complément d'enquête, et les cinq autres, qui ont déjà subi plusieurs condamnations pour vol ou abus de confiance, envoyés au Dépôt. Ce sont les nommés :

Piet Remy (Emile), âgé de vingt-quatre ans, garçon de café, demeurant rue Rambuteau, 55.

Lévy (Emile), vingt ans, rue du Figuier, 22.

Marcellin (Joseph), dix-huit ans, même adresse.

G. Jikorn (Emile), dix-huit ans, rue Rambuteau, 108.

Peiret (Georges-Adolphe), vingt ans, qual d'Anjou, 29.

Ces quatre derniers se disent camelots.

Un boeuf dans une école. — Avant-hier, à quatre heures du soir, un boeuf s'est échappé du marché à la Villette.

L'animal a parcouru la rue d'Allemagne et la rue Tandon. Dans cette dernière rue, il a pénétré dans la cour de l'école des garçons et a blessé l'un des enfants d'un coup de corne au côté droit, le jeune Louis

Dusseville, âgé de dix ans, demeurant rue de Grimaud, 119.

Après avoir reçu des soins dans une pharmacie, cet enfant a été conduit au domicile de ses parents.

Le boeuf, ayant pu sortir de la cour de l'école, a poursuivi sa course jusqu'au quai de l'Yvette, où il est entré dans un chantier de bois où il a pu être pris.

Quatre jours sans manger. — Au numéro 13 de la rue St-Médard habitait, depuis quelque temps, une vieille femme nommée Mme Viguier, âgée d'environ 75 ans.

Mme Viguier était loin d'être riche; mais, avec une stricte économie, elle parvenait à vivre et à payer le faible loyer de la petite mansarde qu'elle occupait dans la maison. Dans la journée d'avant-hier, le concierge, inquiet de n'avoir pas vu depuis quatre jours sa vieille locataire, vint frapper à sa porte; n'obtenant pas de réponse, il essaya de forcer la porte, mais elle était fermée en dedans. Il passa alors sur le toit et pénétra par la lucarne dans la chambre de Mme Viguier.

La pauvre vieille femme était étendue sur son lit et respirait encore faiblement. Un médecin fut aussitôt appelé et constata que la pauvre femme avait eu une attaque de congestion.

On lui donna les premiers soins, puis avec mille précautions on la transporta à l'hôpital de la Pitié où on espère la sauver.

Pendant quatre jours, la malheureuse était restée sans manger et sans aucun secours.

L'EXPLOSION DU QUAI DE LA TOURNELLE

Ainsi que nous l'annoncions dans notre numéro d'hier, M. Guillot, juge d'instruction, a procédé à divers interrogatoires relativement à la terrible explosion dont la distillerie de M. Joanne, 57, quai de la Tournelle, vient d'être le théâtre. Deux témoins ont été entendus. Ce sont le chauffeur-démoulin et le contre-maître de l'usine, M. Raffet. Le premier, qui était absent au moment où l'accident s'est produit, n'a pu donner aucun renseignement à la justice.

Le second a affirmé avec énergie qu'aucune responsabilité ne devait lui être imputée. Selon lui, aucun bec de gaz n'était allumé, ni allumé, le robinet de l'eau chaude n'était point fermé. Une trop grande chaleur aura déterminé l'ébullition de l'alcool, les vapeurs auront, par suite, acquis une telle intensité qu'elles auront fait éclater l'appareil. D'après M. Raffet, voici comment l'incendie aurait éclaté après l'explosion. Une bûche épaisse de vapeurs alcooliques s'étant répandue dans l'atmosphère, ces vapeurs ont subitement pris feu au contact de la flamme des chaudières ou de celle d'un des becs de gaz allumés dans les bureaux et le laboratoire.

M. Evrard, commissaire de police, a, de son côté, interrogé le directeur de l'usine, M. l'Hôtel-Dieu. Oudot père et Prout, seuls, n'ont pu déposer.

Un garçon d'officine, le nommé Comte, a affirmé qu'au moment de l'explosion les becs de gaz étaient allumés dans le laboratoire. Il a confirmé, à peu de chose près, les déclarations de M. Raffet.

Détail curieux : ce sont les ouvriers les plus éloignés des appareils qui ont été le plus éprouvés. Par contre, ceux qui étaient à côté des alambics n'ont été que légèrement atteints. C'est ainsi que M. Raffet, le contre-maître dont nous relations plus haut la déposition, n'a pas été blessé, quoique se trouvant près du générateur au moment de l'explosion.

Les experts, MM. Lévy, ingénieur des mines et L'Hôte, expert-chimiste, ont examiné très attentivement les chaudières, récipients, etc.

Contrairement aux premières suppositions, l'obstruction des tuyaux n'est pas due à une accumulation des plantes herbacées à la fabrication de l'absinthe. Le serpentin où vient se condenser la liqueur a été, en effet, trouvé intact.

De nouveaux examens vont être faits. Aucun des appareils ne sera dérangé jusqu'à la fin de l'enquête. Il est indispensable que la machine à vapeur, qui est le laboratoire resté tel qu'il était aussitôt après la catastrophe. Des agents ont été, à cet effet, placés en permanence en cet endroit. Ils ne doivent laisser approcher personne.

De toutes parts, en vue d'éviter des accidents, on place des étais sous les plafonds et contre les murs, que la secousse a ébranlés.

Quoique tout danger soit conjuré, une escouade de pompiers et de gardiens de la paix reste en permanence sur les lieux du sinistre.

MM. Oudot et Prout ont passé une bonne nuit; les accidents cérébraux dont ils souffraient ont à peu près disparu et les médecins espèrent qu'aucune complication ne surviendra.

Les autres blessés vont aussi bien que possible. Cependant, une des victimes de l'explosion, le garçon de laboratoire Le-

jeune, demeurant 63, rue de Fontenay, à Vincennes, qui avait pu regagner son domicile après un premier pansement, est entré hier matin à l'Hôtel-Dieu, souffrant horriblement des brûlures dont il est atteint à la cuisse et au visage. Son état inspire quelques inquiétudes.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE

Séance du 20 novembre

M. Després a développé un rapport sur un projet de vote déposé par M. Montell, tendant à la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

M. Montell a insisté pour la suppression du budget des cultes.

L'orateur a demandé, en outre, des garanties en ce qui concerne les biens des congrégations.

Hanin a dit qu'il s'agit tout simplement de faire cesser les rapports de l'Eglise et de l'Etat, lesquels sont autant préjudiciables l'un que l'autre.

Le conseil a adopté le projet de vote proposé par la commission, amendé par M. Montell.

Après le dépôt de plusieurs propositions, le conseil renvoie sa prochaine séance à lundi.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Séance du 20 novembre

Après la lecture de la séance, le président a donné lecture d'une lettre du comité des fêtes de l'Industrie et du Commerce parisiens, tendant à obtenir une subvention de la Ville de Paris en faveur de cette œuvre.

Le principe de la subvention est adopté et la demande est renvoyée à la commission compétente.

Après une communication rassurante faite sur l'état des personnes blessées dans la catastrophe du quai de la Tournelle et qui se trouvent encore à l'Hôtel-Dieu, M. Jacques informe le conseil qu'une souscription est ouverte entre tous les distillateurs de Paris pour venir en aide aux familles des victimes de l'accident de la maison Joanne; par suite, le concours de la Ville de Paris n'est plus nécessaire.

La séance est aussitôt levée, et le conseil s'est ajourné à lundi prochain.

CHRONIQUE JUDICIAIRE

Etre ou n'être pas...

M. Taffin, marchand de vin, possède deux établissements. L'un est situé à Vincennes, l'autre à Paris.

Mme Taffin restait à Paris, tandis que M. Taffin allait tenir le débit de Vincennes.

Un jour, un de ses voisins, de Vincennes, lui demanda de l'accompagner. Précisément, M. Taffin allait à faire un achat de vins à Paris; il dit oui et, vers neuf heures, ils se mettent en route. Ici, nous laissons la parole à M. Taffin.

« L'accompagne dans ses différentes courses, dont la dernière traversait boulevard Saint-Germain. Tiens, lui dis-je, puis-je me voir dans mon quartier, je vais passer chez moi voir ma femme, vous viendrez me reprendre et nous déjeunerons. J'arrive donc rue des Ecoles; le garçon était seul dans la boutique; je lui demande: où est ma femme? Il répond: Elle n'est pas encore descendue! Je monte alors à notre chambre et je frappe à la porte. Pas de réponse. Je frappe encore et j'entends la voix de ma femme qui répond: Je viens; qui donc êtes-vous? — Ouvrez, repris-je; tu le verras bien! Pour! pour! j'entends le bruit de deux pieds frappant sur parquet, comme quand quelqu'un sort du lit, et puis j'entends encore que l'on ouvre la porte d'un grand placard, qui est dans la chambre. Après ça, encore le bruit d'une autre personne qui descend du lit; c'était une femme qui venait m'ouvrir en chemin. J'entre et je cours au placard. J'y trouve mon journal et je jette à mes genoux. Elle me demande pardon, en me suppliant de ne pas faire de mal à ma femme... »

M. le président. — Il n'était pas vêtu?

Le plaignant. — Pas le moins du monde! Je lui donne dans l'estomac un coup de tête qui l'étend par terre, et puis je distribue des coups de pied en changeant son état; l'un et l'autre me tombent dessus et parviennent à me renverser. Ce monsieur en profite pour rentrer dans le placard. Je me relève et je retombe encore sur ma femme qui, pour m'échapper, se jette dans le placard et s'y enfonce avec son amant. Moi, je tiens la porte en dehors et j'en profite pour prévenir le commissaire de police, qui n'a pu venir tout de suite. Là-dessus, mon ami de Vincennes arrive pour déjeuner. (Rires.) Je le prie de requérir un gardien de la paix, ce qu'il a fait; mais, l'agent m'a dit qu'il ne pouvait pas verbaliser.

on vent être désagréable; ils disaient: ce bon Anaclel (il s'appelait Anaclel) cet excellent homme, ce digne serviteur. Enfin, eux aussi, ils étaient bons, doux, discrets, sincères, affectueux, etc.

III

Or, un jour — c'était un vendredi et un 13 — le propriétaire, qui était un homme foncièrement nul, mais animé de sentiments humanitaires, vint à mourir.

Un neveu à la mode de Bretagne hérita.

Il fit appeler le concierge et lui déclara qu'il avait le dessin d'augmenter tous ses locataires.

— Vous ne ferez pas cela! s'écria Anaclel.

— Comment? je ne ferai pas cela! Nous verrons bien... Mais de quoi vous mêlez-vous?

— Monsieur, répondit Anaclel, depuis plus de trente ans j'ai l'honneur...

— Je sais, Passons.

— Très bien! Je continue: ma mère et mon père avant moi avaient en également l'honneur de remplir cette charge...

— Après l'abrégez.

— Ma grand-mère, lors de la grande Révolution...

— Permettez. Où voulez-vous en venir?

— Où je veux en venir? — Qui, je vous le demande. Quel rapport tout ceci a-t-il avec mes locataires? — Les locataires, ce sont mes enfants, mes amis, mes frères de bienveillance; ah! monsieur, n'en dites pas de mal!

— Ça me dirait difficile, je ne les connais pas.

— Ah! si vous les connaissiez! Voulez-vous me permettre de vous les présenter?

— Que vous êtes bon! Mais j'ai déjà trop de relations. Tenez, tout ce que vous pourriez me dire ne changera rien à ma résolution. Et maintenant, comme je suis très occupé à parachever une Histoire de la République de Nicaragua, veuillez me laisser.

Monsieur, ce n'est pas votre dernier mot!

— Ah! ça, mais!...

M. le président. — Quand vous êtes entré dans la chambre, votre femme était en chemise, et le sieur Barbier n'était pas en core vêtu.

Le plaignant. — Ils étaient à peu près nus tous les deux, je le jure. Mais quand le commissaire est arrivé, monsieur était habillé; il avait probablement emporté ses vêtements dans le placard en s'achant la première fois; mais ma femme était restée en chemise.

Bien entendu, Mme Taffin et son complice se défendent d'être de beaux diables. Ce que vient affirmer ce mari qui doute de son bonheur est une horreur.

M. le président. — Prévenez... vous ne pouvez pas que vous étiez enfermée avec M. Barbier, quand votre mari est arrivé et que vous étiez en chemise quand vous lui avez ouvert la porte?

La prévenue. — C'est vrai; depuis quelques jours, j'étais gravement indisposée, et comme M. Barbier est médecin, je l'avais fait venir pour le consulter.

M. le président. — D'abord, monsieur n'est pas médecin; il est possible qu'il étudie la médecine, mais il n'exerce pas et, dans tous les cas, on ne se met pas en chemise pour prendre un pour donner des consultations.

La prévenue. — Monsieur était habillé comme d'habitude.

M. le président. — Et pourquoi s'enfermer dans le placard?

La prévenue. — Ce n'est pas moi qui me suis sauvée dans le placard, c'est mon mari qui nous y a poussés de force tous les deux!

M. le président. — Quand votre mari a frappé à la porte de votre chambre, elle était fermée, n'est-ce pas?

La prévenue. — Il n'y a pas de verrou; c'est un simple pêne. Je tiens un hôtel garni, on passe continuellement dans l'escalier pour monter et descendre; naturellement, je ne laisse pas ma clé sur la porte.

Hélas! c'est qu'il y a des dépositions bien compromettantes pour Mme Taffin. D'abord celle de l'agent remplaçant le commissaire de police, qui déclare que Mme Taffin était bel et bien en « long habit de lin ».

Ensuite celle de l'ami de Vincennes, qui a eu la malheureuse idée d'amener M. Taffin à Paris, ce jour-là.

Quand je suis arrivé, dit-il, M. Taffin tenait de toutes ses forces la porte du placard et il m'a crié: « Allez vite avertir le commissaire et dites-lui de venir tout de suite; criez au voleur! »

Quand le commissaire est enfin arrivé, M. Barbier est sorti du placard complètement vêtu; mais je crois bien que, pendant qu'il était en enfermé, j'ai entendu le bruit d'un homme qui met ses bottines. On a trouvé son chapeau du côté du lit.

M. le président. — Est-ce que M. Barbier, quand il est descendu, n'a pas pris une consommation dans le débit, et, et ce moment, ne vous a-t-il pas dit quelque chose?

Le témoin. — En effet, pendant qu'il buvait un bock, je lui ai dit: « Voilà une belle affaire qui vous arrive! » Il m'a répondu: « Que voulez-vous? C'est un malheur. » En disant cela, il avait bien l'air de reconnaître que... enfin... que la chose était arrivée. (Hilarité.)

Le tribunal a condamné la prévenue à deux mois de prison, le prévenu à huit jours et à 400 fr. d'amende. De plus, ils devront payer à M. Taffin 1,000 francs à titre de dommages-intérêts... (!). M. Azais, qui a beaucoup écrit sur les compensations, avait oublié celle-là.

Rejets de pourvois

La cour de cassation, présidée par M. le président Roujat, a, dans son audience d'hier, rejeté le pourvoi de Etienne Briot, condamné à la peine de mort, par la cour d'assises de la Meuse, du 12 octobre 1885, pour assassinat.

La cour a encore rejeté le pourvoi du vicomte de Tredern contre l'arrêt de la cour d'appel de Paris, qui l'a condamné à quinze jours d'emprisonnement pour voies de fait volontaires sur Mme de Tredern.

AVIS ET COMMUNICATIONS

DÉJEUNER HYGIÉNIQUE: RACAHOUT DELANGRENIER

Jeune homme de 30 ans, bachelier ès lettres et es sciences, ancien clerc de notaire à Paris, a couronné de la littérature, demande emploi de secrétaire auprès d'homme politique ou dans administration publique.

DEPARTEMENTS

Dordogne. — Les travaux de forage du puits artésien entrepris aux carrières de Chancelade, dans la commune de Lippmann, atteignent jeudi matin la profondeur de 12 mètres. Ce travail marche avec lenteur, malgré l'excellence de l'outillage, par la raison, que nous avons déjà donnée, que

— Monsieur, vous devez avoir bon cœur; parmi les locataires, il y a des orphelins... il y a des veuves, il y a...

— Vous m'écrirez pour me dire que vous avez changé d'avis.

!!!

IV

En effet, le propriétaire écrivit.

Il écrivit, entre deux pages de son Histoire de la République de Nicaragua, la fulgurante épître dont voici la teneur:

« Monsieur,

« Les affaires sont les affaires.

« On ne fait pas du sentiment avec ces choses-là.

« Ne m'obligez pas à vous le rappeler votre rôle.

« Ce n'est pas la Location que vous devez représenter, c'est la Propriété.

« Il est important que vous vous pénétriez bien de cet idée.

« Je sais qu'il y a un concierge et concierge, et je vous fais l'honneur de vous placer parmi les premiers.

« Je vous salue.

» LUC PETITBOIS.

» P.-S. — J'ai remarqué que l'escalier était sale.

» Cirez-le.

» Dans l'escalier, il y a propre.

Anaclel demeura un moment stupéfié par la lecture de cette insupportable missive.

Il se décida à la relire, la relut encore, et comme tous les sens cachés de l'épître de M. Petitbois continuaient à ne pas lui apparaître, il courut au plus vite chercher ceux de ses locataires qui lui étaient les plus chers.

V

Ces messieurs se réunirent aussitôt dans la loge en comité secret.

Ils ouvrirent la séance par un éreintement archi-complet du nouveau propriétaire.

Quand ils eurent dit sur lui tout le mal

l'outil perforateur s'empara fréquemment. Voici, d'après l'Echo de la Dordogne, le plan que les membres du comité veulent suivre: creuser le puits artésien, descendre par le conduit une lumière électrique qui éclairera la galerie, et, à l'aide d'un appareil photographique récemment découvert, photographier une ou plusieurs vues intérieures de ladite galerie. On espère, de cette façon, pouvoir se rendre compte de l'état de la carrière, établir si les cinq malheureux carriers ont été écrasés ou sont morts de faim, et fixer l'opinion publique, si justement préoccupée.

Ainsi. — Un commencement d'émeute a eu lieu avant-hier soir à Saint-Quantin, à la sortie des ateliers du tissage de M. Gabeau, à propos d'une réduction de salaires, qui avait eu lieu lundi.

Cinq cents grévistes, et parmi eux beaucoup de femmes, ont parcouru les rues de la ville, de sept à dix heures du soir, cassant les vitres chez M. Beca-Venel, capitaine de pompiers, et les cinq malheureux carriers ont été écrasés ou sont morts de faim, et fixer l'opinion publique, si justement préoccupée.

La gendarmerie a dû intervenir. La troupe en armes a campé sur la grand-place jusqu'à onze heures du soir.

Aujourd'hui les ouvriers sont rentrés dans les ateliers et le calme semble rétabli. Les débris sont évalués à 20,000 francs.

Malheureusement rien ne nous dit que le calme rétabli va durer, et durait-il ce qui est à désirer vivement, qui supportera les dégâts? qui paiera les vingt mille francs? Ne voit-on pas les ouvriers et leurs meneurs bien avancés, et ces agissements ne leur ont-ils pas un trouble profond dans les esprits et une exaltation dangereuse dans les cerveaux?

Bouches-du-Rhône. — Le paquebot le Sydney, capitaine Pellegrin, des Messageries maritimes, vient de partir de Marseille pour l'Australie et la Nouvelle-Calédonie.

On remarque parmi les passagers M. le capitaine de frégate Gourdon, qui va prendre dans les eaux de Nouméa le commandement du croiseur le Duchaffaut.

M. Gourdon est l'ancien lieutenant de vaisseau qui commandait la chaloupe à vapeur du Bayard dans les mers de Chine, et qui fut saisi, au mois de mars dernier, en rade de Shé-Ho, un cuirassé chinois. Il fut promu capitaine de frégate.

Parmi les autres passagers, se trouvaient M. Savary, chef du transit du Canal de Suez; M. de Seguir, consul de France à l'Annam, et trois religieux du Saint-Sacrement, destinés aux missions du Pacifique, à l'île Salomon.

LA BOURBOULE

CHEZ TOUTES LES LIBRAIRIES ET DANS LES GARES

LE PREMIER VOLUME VIENT DE PARAÎTRE

LES COMPTES SUR LA FRANCE

PAR LÉO TAXIL

LE PREMIER VOLUME VIENT DE PARAÎTRE

LES COMPTES SUR LA FRANCE

PAR LÉO TAXIL

CHEZ TOUTES LES LIBRAIRIES ET DANS LES GARES

CHANTIER DU PRINCE-EUGÈNE

8, boulevard Contrescarpe (Bastille).

BOIS neuils en 3 morceaux, 53 fr.

Charbon de terre criblé, mis en cave, 54 fr.

LAROUSSE (PIERRE). — Grand Dictionnaire universel du XIX^e siècle.

16 vol. in-f. Prix: 600 fr. payables 20 fr. par mois. Librairie A. LAROUSSE, 15, rue de la Harpe, Paris.

AUSABLER DEUIL COMPLET

2, Boulevard Montmartre, ROSES, BOUTES & CONFÉCTIONS

Nous. — LA SABLIER n'a pas de succursale.

La magnifique édition des Contes de la Fontaine

SPORT

COURSES A AUTEUIL

Demain dimanche, 22 novembre, les cinq prix suivants seront courus :

PRIX DES CYGONES (haies).
PRIX MAUBOURGNET (steeple-chase). — 10,000 fr., 3,000 mètres.
PRIX DU PESAGE (steeple-chase). — Officiers. — 6,000 fr. et un objet d'art, 3,000 mètres.
PRIX DE VERSAILLES (haies. Handicap).
PRIX DE LA PÉRIHOLE (steeple-chase).

GAZETTE THEATRALE

On s'occupe, à l'Odéon, première représentation des *Jacobites*, drame en cinq actes, en vers, de M. François Coppée :

Princes Charles Stuart MM. Chelles
Angus Paul Mounet
Lord Finchall A. Lambert
Le marquis d'Aiguilles Rameau
Donald de Glenmoriston Mouvet
Gordon de Glencoe Jahan
Duncan Raymond
Robin Colin
Le vieux Enoch Duparc
Le sergent anglais Tally
Marie, fille d'Angus Mmes Weber (début)
Lily Dora Méa (début)
Job Laine (début)
Ruth Samary
Lily Murray Mielte
Lever de rideau à huit heures précises.

« Deux Régine »

On annonce, pour lundi prochain, la première représentation de *Régine* au théâtre Déjazet. Nous rappelons, à cette occasion, qu'il existe une pièce de ce titre : *Régine ou Vieille et Paris* en 1815, parue en 1854, de M. le comte Monier de la Sizeranne, ancien sénateur.

L'administration de l'Odéon nous prie de porter à la connaissance des intéressés que le service de la seconde représentation sera reçu le mardi 24 seulement, à cause de la représentation du dimanche soir et de la soirée populaire du lundi.

L'Opéra, qui devait donner *Faust* ce soir, est obligé de faire relâche pour les répétitions du *Cid*.

M. Barbe, du Gymnase, va aller, avec l'assentiment de M. Koning, créer un rôle dans la *Guerrre*, au Châtelet.
Voici, du reste, les noms des principaux interprètes : MM. Deshayes, Dailly, Barbe, Bonnyer, Girons, Lenormant, Danjou, Rosambau, Mmes Dugrèet et Paul Deshayes.

C'est hier que MM. Erkman-Chatrian ont donné lecture aux artistes de leur pièce militaire.

Hier soir, à l'Ambigu, pendant le *Roi de l'Argent*, un machiniste a été enlevé par une « ferme » qui, au changement de vue, monte et descend dans le cintre. Arrivé au milieu du théâtre, le malheureux a lâché prise et est retombé lourdement sur le plancher de la scène. On l'a transporté à l'hôpital Saint-Louis, où l'intérêt de service a constaté une fracture de l'avant-bras.

Le public ne s'est aperçu de rien. Les spectateurs qui applaudissent aux rapides changements de vue que l'Ambigu vient d'introduire dans le drame ne se doutent pas au prix de quelles fatigues et de quels dangers parfois s'obtiennent ces pittoresques effets de mise en scène.

Hier soir, à six heures, une réunion d'artistes, d'électriciens, d'ingénieurs, assistaient dans le grand foyer du public, à l'Opéra, aux premiers essais de l'éclairage par la lumière électrique, dont M. Charles Garnier a, enfin, obtenu de faire l'application.

L'illustre architecte avait longtemps lutté pour la suppression de l'éclairage au gaz, qui peu à peu envahissait de fumée et menaçait de détruire le magnifique plafond de Baudry, les œuvres remarquables de Delaunay et de Barrias.

Un complet nettoyage a ravivé les couleurs. La chaude et fixe lumière des lampes à incandescence, disposées autour des lus-

tres, fait valoir à merveille chaque linéament, chaque ton des peintures, chaque relief des encadrements, et il n'y a eu qu'une voix pour applaudir à cette résurrection, qui fait grand honneur à l'architecte de l'Opéra.

Eugène Blaisot, qui fut pendant trente ans attaché au théâtre du Gymnase, sous la direction Montigny, est décédé avant-hier dans sa soixante-quatrième année.

Le cirque Fernando nous annonce les dernières représentations des mardis.
Mardi 24 novembre, soirée extraordinaire. Début de Mlle Clémentine Elchier, exercices à cheval; début de M. Elchier; début de M. Bazola, le plus fort jockey connu, et enfin, rentrée de Mlle Jeannette, que personne n'a certes oubliée.
Tous les dimanches, matinée.

G. DORANT

NOTRE NOUVELLE PRIME GRATUITE

LES

Soirées de la Baronne

PAR E. GUYON

Avant-propos de GEORGES OHNET

Un volume grand in-18, couverture illustrée par JAPHET.

Frais d'expédition : 50 c.

Beaucoup de nos lecteurs nous ayant demandé les *Soirées de la Baronne*, dont les multiples éditions se sont épuisées rapidement, nous sommes heureux de leur annoncer que, par suite d'un traité avec l'éditeur Ollendorff, nous pouvons offrir comme prime, et à titre gracieux, ce charmant volume à tous les abonnés qui renouvelleront leur abonnement.

BULLETIN COMMERCIAL

BOURSE DE PARIS DU 21 NOVEMBRE

(4 heures 15 soir)

HUILE DE COLZA. — Calme.

Dispon. 48 50 à 58 50 4 prem. 60 75 à 61 50

Courant. 48 50 à 58 50 4 mars. 62 50 à 63 25

Décemb. 47 42 à 47 25

HUILE DE LIN. — Calme.

Dispon. 57 50 à 57 50 4 prem. 55 50 à 55 50

Courant. 57 50 à 57 50 4 mars. 54 50 à 55 50

Décemb. 56 50 à 56 50

SPIRITUEUX. — Calme.

Dispon. 47 75 à 47 75 4 prem. 49 25 à 49 25

Courant. 47 75 à 47 75 4 mars. 50 50 à 50 50

Décemb. 47 75 à 47 75

Stock. 845 pipes

Circulation. 100 pipes

SUCRES. — Calme.

Dispon. 46 75 à 46 75 4 prem. 48 50 à 48 50

Courant. 46 75 à 46 75 4 mars. 48 50 à 48 50

Décemb. 47 42 à 47 25

SUCRES BRUTS 88°. — 40 50 à 40 25

— raffinés. 40 50 à 40 25

FARINES DOUZE-MARQUES. — Calme.

Dispon. 47 75 à 47 75 4 prem. 49 25 à 49 25

Courant. 47 75 à 47 75 4 mars. 50 50 à 50 50

Décemb. 48 50 à 48 50

Circulation. 3.700

Marque de Corbeil, 159 kil., toile à rendre 50 50

Farine de consommation, 159 kil. bruts. 42 50

Courant. 21 25 à 21 50 4 prem. 22 25 à 22 25

Décemb. 21 05 à 21 05 4 mars. 23 10 à 23 10

SEIGLES. — Calmes.

Courant. 14 50 à 14 25 4 prem. 14 50 à 14 25

Décemb. 14 50 à 14 25 4 mars. 14 75 à 14 50

AVOINES. — Calmes.

Courant. 18 50 à 18 50 4 prem. 18 50 à 18 50

Décemb. 18 50 à 18 50 4 mars. 17 50 à 17 50

COTE OFFICIELLE du 20 NOVEMBRE

(Cinq heures du soir)

PARIS

Nouveau-Marché (150 kilos) 47 75 à 47 75

Soleil 1000 d'as. 50 25 à 50 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

dégelée. 50 25 à 50 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

en tonnes. 61 25 à 61 25

Frais, hors Paris. 61 50 à 61 50
Bouffes Paris. 66 50 à 66 50
Suis en branches. 45 75 à 45 75
ALCOOLS
90 degrés l'hectolitre (nu). 48 50 à 48 50
Brut, les 88 degrés. 40 25 à 40 50
— les 99 degrés. 45 50 à 45 50
Blanc type n° 3. 47 50 à 47 50
Raffiné bonne sorte. 48 50 à 48 50
— belle sorte. 49 50 à 49 50
Certifié de sortie. 50 50 à 50 50
Mélasse de fabrication. 18 50 à 18 50
— de raffinerie. 18 50 à 18 50
Moyenne des livraisons officielles des alcools pendant la semaine du 31 octobre au 7 nov. : 45 50.

MOUVEMENT DE L'ENTREPOT DE PARIS
19 novembre 1885 1884 1883

Ind. entrées sacs. 20 700 18 274 25 500
— sorties. 2 127 3 850 5 339
— stock. 1 170 721 825 377 447 041
Etr. stock. qtx. 21 839 7 179 3 452
Coloniaux. 21 839 7 179 3 452
Stock à Tergnier. sacs 12 001
— à Saint-Quentin. 4 325
— à Saint-Ouen. 13 297

MOUVEMENT DES GARES ET BATEAUX
Bâtiments. Arrivages du 18 nov. : 1.200 sacs, 150 balles et 641 paniers. — Livraisons : 500 sacs, 151 balles et 641 paniers. — Stock : 11.409 sacs, 150 balles et 8.088 paniers.

MÉTAL
Prix-courant légal établi par les courtiers assermentés à la Bourse de Paris, 13 novembre.

Les 100 kil. (à l'acquitté) :
Cuivre du Chili en barres, liv. au Havre. 107 50
— sorte ordinaire. 105 50
Cuivre en lingots et plaques. 112 50
— Best Selected. 115 50
— minerai Corococo cuivre contenu. 105 50
Elain blanc, livable au Havre ou Paris. 250 25
— Billiton. 247 50
— Détroits. 245 50
— Australie. 245 50
— anglais, au Havre ou Rouen. 245 50
Plomb, marque ordinaire, liv. au Havre. 28 25
— marque ordinaire, liv. à Paris. 29 25
Zinc de Silésie, livable au Havre. 38 50
— autres bonnes marques, liv. Havre. 37 50
— autres bonnes marques, liv. Paris. 38 50

CAFES
Les 100 kil. (à l'acquitté) :

Malabar. 300 à 320
Hail : Port-au-Prince et Cap. 270 à 280
— Génavales et Saint-Marc. 280 à 295
— Santos bon ordinaire. 265 à 275
Java. 290 à 310
Négherby-Quilora. 360 à 400
Porto-Rico. 330 à 360

VINS FRANÇAIS
Roussillon 1er choix. 48 à 50
— 2e choix. 40 à 45
— 3e choix. 35 à 40
Petit Roussillon. 29 à 32
Narbonne 1er choix. 42 à 45
— nouveau. 42 à 45
Lapaline, Fitou, etc. 45 à 50
Montagne. 32 à 35
— 2e choix. 30 à 34
Aramon. 30 à 34
Minervois 1er choix. 48 à 58

LE GÉRANT DU JOURNAL : G. GRISEY.

RENSEIGNEMENTS UTILES
TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE
Déclarations de faillites
Jugements du 18 novembre 1885

LEGRAND, marchand tailleur, rue Gay-Lussac, 45.
Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.
Syndic provisoire, M. Châtelet, 7, boulevard St-Michel.

CHARLOT, marchand de confections et lingerie, boulevard Sébastopol, 42, et rue de Rambuteau, 66.
Juge-commissaire, M. Lefèvre.
Syndic provisoire, M. Morel, 7, boulevard St-Michel.

GOUTARD, ancien boulanger, rue de la Procession, 11 bis, actuellement passage Dulac, 4.
Juge-commissaire, M. Lefèvre.
Syndic provisoire, M. Mercier, 6, boulevard St-Michel.

Société en nom collectif F. Lucien MARENGE et C^{ie}, fabrication de cloisons en émail, boulevard Bourdon, 33 bis et 35.
Juge-commissaire, M. Cavé.
Syndic provisoire, M. Bernard, 47, rue St-André-des-Arts.

HOUSARD jeune, entrepreneur de serrurerie, rue de la Paroisse, 8, à St-Denis.
Juge-commissaire, M. Lefèvre.
Syndic provisoire, M. Mercier, déjà nommé.

Société Léon SARI et C^{ie}, exploitation du théâtre des Folies-Bergères, rue Richer, 32.
Juge-commissaire, M. Morel, 7, boulevard St-Michel.
Syndic provisoire, M. Normand, déjà nommé.

CAYRAC, marchand de charbons et vin, rue de l'Argonne, 26, actuellement rue des Amateurs, 33.
Juge-commissaire, M. Lefèvre.
Syndic provisoire, M. Poncelet, 12, rue Chaponnière.

Dame veuve BITOT, maîtresse d'hôtel, rue de Valenciennes, 10.
Juge-commissaire, M. Morel-Thibaut.
Syndic provisoire, M. Menaut, déjà nommé.

Quatrième arrondissement. — M. Stamm, 13, rue Sully, 5. — M. Brard, 35, rue de Bâle, 3.
Cinquième arrondissement. — Mme Vve Blancou, 40, rue de Saint-Médard, 22. — Mme Vve Delahaye, 85, rue de Saint-Jacques, 27. — Mlle Lesquillon, 49, rue de l'Arbalète, 35. — M. Bonnard, 62, rue de Montfard, 34.

Sixième arrondissement. — Mme Vve Mayer, 76, rue de Notre-Dame-des-Champs, 45.
Huitième arrondissement. — Mlle de Héridat, 26, rue de Pontbriant, 59. — M. Level, 23, rue de Rome, 37. — Mlle Bouteille, 50, rue de la Roquette, 74.

Neuvième arrondissement. — M. Martin Saint-Léon, 25, rue de Navarin, 20. — Mme Vidal, 35, rue de la Chaussée-d'Antin, 19. — M. Empeur, 45, rue de Cligny, 33.

Dixième arrondissement. — M. Danglard, 69, rue de Marseille, 5. — M. Gros, 55, rue de Valenciennes, 10. — Mme Vve Vovray, 59, rue Maubeuge, 91. — Mme Houy, 49, rue Saint-Martin, 174.

Onzième arrondissement. — Mlle Crey, 10, rue de Popincourt, 3. — M. Trouillet, 57, rue Saint-Ambroise, 7.

Douzième arrondissement. — Mme Gaubert, 28, rue de la Vierge, 2. — Mme Vve Perrot, 41, rue de Charbonnet, 203. — M. Bassière, 41, rue de Saint-Antoine, 122. — M. Lahouillière, 58, rue de Picpus, 2. — Mme Heim, 77, rue Tocanier, 5.

Treizième arrondissement. — Mme Vve Poirier, 33, rue de Valenciennes, 10. — M. Alexandre, 50, rue de Valenciennes, 10. — M. Certeau, 82, rue de Valenciennes, 10.

Quatorzième arrondissement. — M. Schleich, 92, rue de la Maine, 16. — Mme Née, 35, rue de Valenciennes, 10.

Quinzième arrondissement. — Mlle Haboury, 11, rue de Valenciennes, 10. — M. Gaudy, 78, rue de Valenciennes, 10. — M. Pauly, 78, rue de Valenciennes, 10.

Seizième arrondissement. — Mme Vve Savenner, 70, rue de l'Annonciation, 26. — M. Roumegeas, 38, rue de Valenciennes, 10.

Dix-septième arrondissement. — Mme Cavé, 50, rue de Valenciennes, 10. — M. M. Dousaud, 75, rue de Valenciennes, 10. — M. Maugé, 65, rue de Valenciennes, 10.

Dix-huitième arrondissement. — M. Lemoine, 59, rue de Valenciennes, 10. — Mme Delval, 43, rue de Valenciennes, 10. — Mme Vve Darnel, 69, rue de Valenciennes, 10. — M. Parcellier, 33, rue de Valenciennes, 10.

Dix-neuvième arrondissement. — Mme Mourguey, 74, rue de Valenciennes, 10. — Mme Vve Domard, 65, rue de Valenciennes, 10. — M. Duvois, 50, rue de Valenciennes, 10. — M. Cailloux, 45, rue de Valenciennes, 10.

Vingtème arrondissement. — M. Martin, 35, rue de Valenciennes, 10. — M. Chantal, 55, rue de Valenciennes, 10. — Mme Vve Dubost, 25, rue de Valenciennes, 10. — Mme Vve Lecomte, 53, rue de Valenciennes, 10.

Opéra, 8 h. 1/2. — Le Petit Poucet.
BOUFFES-PARISIENS, 8 h. — Les Cent Vierges.
MÉNUS-PLAISIRS, 8 h. 1/2. — La Mascotte.
AMBIGU, 8 h. 1/2. — Le Roi de l'Argent.
NATIONS, 8 h. 1/2. — Le Courrier de Lyon.
CLUNY, 8 h. 1/2. — Mon Oncle.
DEJAZET, 8 h. — Relâche.
CHATEAU-D'EAU, 8 h. 1/2. — Relâche.
BEAUMARCHAIS, 8 h. 1/2. — Le Chiffonnier de Paris.
BOEN-THÉÂTRE, rue Auber, près l'Opéra. — 9 h. 1/2. — Messalina, grand ballet historique.
HIPPODROME. — Clôture annuelle. — Réouverture au printemps.
CIRQUE D'HIVER. — Tous les soirs à 8 h. 1/2. Exercices équestres.
CIRQUE FERNANDO. — Tous les soirs à 8 h. 1/2. Spectacle varié.
FOLIES-BERGÈRE, 8 h. 1/2. — Tous les soirs, Divertissements, Pantomimes, Gymnastes.
ELDORADO, boulevard de Strasbourg, 34. — Concert varié.
CONCERT PARISIEN, 37, boulevard Saint-Denis, 10, rue de l'Échiquier. — 8 heures. — Tous les soirs, spectacle varié. Matinées : dimanches et fêtes.
SCALA, 8 h. — Spectacle-concert tous les soirs.
ALCAZAR D'HIVER. — Tous les soirs à 8 heures, concert varié.
ROBERT-HOUDIN, 3 h. 1/4. — Le professeur Dickson. Prestidigitation.
MUSÉE GRÉVIN (boulevard Montmartre). — Ouvert tous les jours de 1 heure à 11 heures du soir; dimanches et fêtes de 11 heures du matin à 11 heures du soir.
EDEN-MUSÉE, 17, boulevard de Strasbourg. — Spectacle-concert. — Figures de cire.
PANORAMA DE LA PRISE DE LA BASTILLE. — Au pont d'Austerlitz.
PANORAMA. — Constantinople, vue prise de la Corne d'Or (Champs-Élysées, côté gauche).

BANQUE D'ESCOMPTE DE PARIS
SOCIÉTÉ ANONYME
au Capital de 65 Millions
Place Vendôme.

COMPTES DE CHÈQUES :
A vue. 1/2 0/0
A 20 jours de préavis. 2 0/0
COMPTES DE DÉPÔTS ET BONS DE CAISSE :
Remboursables à 6 mois. 2 1/2 0/0
— à 1 an. 3 0/0
— à 18 mois. 4 0/0
— à 2 ans et au delà. 5 0/0

La Banque reçoit gratuitement des dépôts, des titres de toute nature; elle encaisse les coupons. Elle délivre des chèques et des lettres de crédit sur tous pays.

Elle se charge de l'exécution des ordres de Bourse, au comptant, et de l'encaissement d'effets et de factures.

Elle fournit à ses clients et correspondants des renseignements sur toutes les valeurs; Elle reçoit, sans frais, les demandes de souscription.

La Caisse est ouverte de 10 à 4 heures.

SPECTACLES
du 21 Novembre

Opéra, 8 h. 1/2. — Relâche.
FRANÇAIS, 8 h. 1/4. — Le Feu au Couvent. — Jean Baudry.
OPÉRA-COMIQUE, 8 h. 1/2. — L'Étoile du Nord.
ODÉON, 8 h. 1/2. — Première représentation de LES JACOBITES.
GYMNASSE, 8 h. 1/2. — La Doctoresse.
PORTE-SAINT-MARTIN, 7 h. 3/4. — Théodora.
PALAIS-ROYAL, 8 h. — Les Petites Voisines.
VAUDEVILLE, 8 h. 1/4. — L'Age Ingrat.
VARIÉTÉS, 8 h. 1/4. — Les Polins de Paris.
NOUVEAUTÉS, 8 h. 1/2. — Le Petit Chaperon rouge.
CHATELET, 8 h. — Coco-Félicé.
FOLIES-DRAMATIQUES, 8 h. 1/4. — La Fauvette du Temple.
RENAISSANCE, 7 h. 1/2. — Le Procès Veauroux. — Un Duel s'il vous plaît!

GAITÉ, 7 h. 1/2. — Le Petit Poucet.
BOUFFES-PARISIENS, 8 h. — Les Cent Vierges.
MÉNUS-PLAISIRS, 8 h. 1/2. — La Mascotte.
AMBIGU, 8 h. 1/2. — Le Roi de l'Argent.
NATIONS, 8 h. 1/2. — Le Courrier de Lyon.
CLUNY, 8 h. 1/2. — Mon Oncle.
DEJAZET, 8 h. — Relâche.
CHATEAU-D'EAU, 8 h. 1/2. — Relâche.
BEAUMARCHAIS, 8 h. 1/2. — Le Chiffonnier de Paris.
BOEN-THÉÂTRE, rue Auber, près l'Opéra. — 9 h. 1/2. — Messalina, grand ballet historique.
HIPPODROME. — Clôture annuelle. — Réouverture au printemps.
CIRQUE D'HIVER. — Tous les soirs à 8 h. 1/2. Exercices équestres.
CIRQUE FERNANDO. — Tous les soirs à 8 h. 1/2. Spectacle varié.
FOLIES-BERGÈRE, 8 h. 1/2. — Tous les soirs, Divertissements, Pantomimes, Gymnastes.
ELDORADO, boulevard de Strasbourg, 34. — Concert varié.
CONCERT PARISIEN, 37, boulevard Saint-Denis, 10, rue de l'Échiquier. — 8 heures. — Tous les soirs, spectacle varié. Matinées : dimanches et fêtes.
SCALA, 8 h. — Spectacle-concert tous les soirs.
ALCAZAR D'HIVER. — Tous les soirs à 8 heures, concert varié.
ROBERT-HOUDIN, 3 h. 1/4. — Le professeur Dickson. Prestidigitation.
MUSÉE GRÉVIN (boulevard Montmartre). — Ouvert tous les jours de 1 heure à 11 heures du soir; dimanches et fêtes de 11 heures du matin à 11 heures du soir.
EDEN-MUSÉE, 17, boulevard de Strasbourg. — Spectacle-concert. — Figures de cire.
PANORAMA DE LA PRISE DE LA BASTILLE. — Au pont d'Austerlitz.
PANORAMA. — Constantinople, vue prise de la Corne d'Or (Champs-Élysées, côté gauche).